

Cote du document:	EB 2013/LOT/P.3/Rev.1
Date:	9 avril 2013
Distribution:	Publique
Original:	Français

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République du Tchad

Mémoire du Président

Projet d'hydraulique pastorale en zone sahélienne

Amendement à l'Accord de financement

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Annabelle Lhommeau

Chargée de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2783
courriel: a.lhommeau@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition d'amendement à l'Accord de financement du Projet d'hydraulique pastorale en zone sahélienne, telle qu'elle figure au paragraphe 12.

Mémorandum du Président

Projet d'hydraulique pastorale en zone sahélienne

Amendement à l'Accord de financement

I. Contexte

1. Le Conseil d'administration du FIDA, lors de sa quatre-vingt-dix-septième session, tenue les 14 et 15 septembre 2009 à Rome, a appuyé sans réserve le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) pour la période 2010-2015, et a approuvé l'octroi d'un don d'un montant de 12,595 millions de DTS (douze millions cinq cent quatre-vingt-quinze mille droits de tirage spéciaux) (équivalant approximativement à 19,5 millions d'USD) pour le financement du Projet d'hydraulique pastorale en zone sahélienne (PROHYPA).
2. Le COSOP 2010-2015 pour le Tchad comporte deux objectifs stratégiques: i) améliorer l'accès à l'eau et favoriser la gestion durable de celle-ci par les ruraux pauvres; et ii) améliorer l'accès aux marchés de produits et d'intrants agricoles dans les filières où les ruraux pauvres ont un avantage comparatif. Le PROHYPA est en parfaite harmonie avec le premier objectif et concourt à la réalisation du second. Le projet appuie également plusieurs stratégies nationales, à savoir: i) la croissance et la réduction de la pauvreté; ii) le développement du secteur agropastoral; iii) la mise en valeur des ressources en eau et l'assainissement; iv) le développement de l'élevage; et v) l'adaptation au changement climatique à l'échelon national.
3. **Objectifs clés de développement.** Le projet a pour objectif global de développement la réduction de la vulnérabilité et de la pauvreté dans les zones aussi bien pastorales qu'agropastorales. Ses objectifs spécifiques sont les suivants: i) renforcer les capacités des parties prenantes en matière de planification et de gestion des ressources pastorales; ii) améliorer l'infrastructure hydraulique pastorale afin de renforcer les systèmes pastoraux nomades; et iii) diffuser les enseignements tirés du projet afin d'apporter une contribution au processus de concertation sur les questions pastorales.
4. **Composantes.** Le projet comprend trois composantes techniques: a) appui à la gestion des ressources pastorales; b) mise en place de l'infrastructure hydraulique pastorale; et c) fourniture de services de base aux communautés transhumantes.
5. **Coûts et financement.** Le coût total du projet s'élève à 39,5 millions d'USD sur quatre ans. Les sources de financement prévues sont: le FIDA (49%), le gouvernement (6%), l'Agence française de développement (AFD) (36%), la Direction du développement et de la coopération de la Confédération suisse (DDC) (7%) et les bénéficiaires (2%).

II. Amendement à l'Accord de financement

6. Le Gouvernement de la République du Tchad et le FIDA ont conclu un accord de financement le 26 janvier 2010. Cet accord prévoit dans les paragraphes introductifs B) et C) que l'AFD et la DDC accorderont un don au Bénéficiaire pour financer les sous-composantes A1, A2, B, C1 et C2. Mais l'AFD et la DDC n'ayant pas, suite à la signature de l'Accord de financement, signé d'accords subsidiaires confirmant leur cofinancement, aucun des deux cofinancements ne s'est concrétisé, ce qui rend nécessaires certains réaménagements exposés ci-après.
7. **Cofinancement de l'AFD.** Le cofinancement de l'AFD devait notamment permettre, avec un projet unique (le PROHYPA), de couvrir la problématique pastorale sur l'ensemble du territoire. Les deux bailleurs de fonds se seraient répartis les aires d'intervention de la manière suivante: i) le FIDA sur l'ensemble du couloir de transhumance occidental (Kanem, Bahr El Gazal, Hadjer Lamis et une partie du Chari Baguirmi); et ii) les deux bailleurs réunis, sur le couloir de transhumance central (Batha et Guéra), le FIDA prenant en charge la construction de petits ouvrages d'hydraulique pastorale, et l'AFD finançant le pont sur le fleuve Batha et quelques ouvrages pastoraux dans des zones bien identifiées.
8. Ainsi, les activités initialement prévues sous financement AFD dans le plan de financement du PROHYPA, pour les sous-composantes A1 et A2 et la composante B, sont bien financées par l'AFD, mais dans le cadre de son propre Projet Tchad central II, et non pas dans le cadre du PROHYPA. Il s'agit donc d'un financement parallèle avec deux projets distincts (PROHYPA et projet AFD), et non pas d'un cofinancement au sein d'une intervention unique (PROHYPA). Dans le cadre des sous-composantes A1 et A2 et de la composante B, les ressources du PROHYPA ne financent donc principalement que les activités prévues sur le couloir de transhumance occidental. Afin d'optimiser les synergies, les deux projets, à défaut d'une intervention unique cofinancée, harmonisent leur approche et veillent à la complémentarité de leur plan de travail.
9. **Cofinancement de la DDC.** Concernant la composante C, le FIDA travaille avec des ONG autonomes issues d'anciens programmes de la DDC et opérant en partie sur leurs ressources propres, en partie sur des ressources de la DDC. Le cofinancement du PROHYPA par la DDC devait se matérialiser par un apport de ressources additionnelles à ces ONG, afin qu'elles puissent pourvoir aux besoins des bénéficiaires du PROHYPA, sur l'ensemble de la zone, en matière d'éducation mobile (C1), de santé de base (C2) et d'activités d'appui aux moyens de subsistance des femmes transhumantes et nomades (notamment artisanat).
10. La DDC n'ayant pas mis ces ressources additionnelles à la disposition des ONG, le gouvernement a demandé au FIDA que le PROHYPA participe au financement des sous-composantes C1 et C2 (en sus du financement programmé pour les sous-composantes C3 [santé animale] et C4 [transformation des produits de l'élevage]), ainsi que de certaines activités d'appui aux moyens de subsistance. Ce financement additionnel – estimé à 1,2 million d'USD – concernant la catégorie de dépense IV (Formations) proviendrait: i) des économies réalisées sur les composantes C3 et C4, suite au recadrage issu de la mission d'examen à mi-parcours; et ii) des économies réalisées sur la contractualisation avec l'opérateur des composantes A et B.
11. Souhaitant réunir l'ensemble des amendements à apporter à l'Accord de financement dans une requête unique, le Gouvernement de la République du Tchad a, par conséquent, présenté au FIDA, après l'examen à mi-parcours du PROHYPA, une demande d'amendement prévoyant: i) la modification des paragraphes B) et C) du préambule de l'Accord de financement, afin de prendre acte du fait que l'AFD et la DDC ne sont plus, *stricto sensu*, des cofinanceurs du PROHYPA, mais financent des programmes de même nature avec lesquels le projet collabore; et ii) la réallocation des ressources par catégories de dépenses. En outre, il s'avère nécessaire de

modifier le texte de l'Annexe 1. I (Description du projet) afin d'y intégrer les activités prévues aux sous-composante C1 et C2.

III. Recommandation

12. Je recommande que le Conseil d'administration approuve l'amendement à l'Accord de financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que les paragraphes B) et C) du préambule de l'Accord de financement du projet seront modifiés selon les termes et conditions présentés dans le document EB 2013/LOT/P.3/Rev.1.

DÉCIDE EN OUTRE: que les activités du projet décrites à l'Annexe 1 et le tableau d'affectation des fonds figurant à l'Annexe 2 de l'Accord de financement seront amendés en conséquence afin d'intégrer les sous-composantes C1 et C2.

DÉCIDE EN OUTRE: que l'entrée en vigueur de l'amendement sera fixée rétroactivement au 4 mai 2012, date à laquelle le financement des sous-composantes C1 et C2 a été pris en charge par le Fonds.

Le Président
Kanayo F. Nwanze